

COMMÉMORATION DU 48^e ANNIVERSAIRE DU MASSACRE DU 17 OCTOBRE 1961

«Paris se souviendra, la Seine témoignera»

Une violente répression menée par l'administration coloniale dans un lieu symbolique comme Paris, capitale des droits de l'homme, contre une population immigrée totalement pacifique et vulnérable est mieux rentable au plan politique qu'une opération militaire bien réussie dans les djebels de l'Algérie martyrisée.

Le résultat aura également plus d'impact médiatique. C'est sûrement ce que se sont dits les responsables du FLN révolutionnaire, eux qui ont décidé de déplacer la bataille politico-militaire de la guerre de Libération dans l'ancre de l'ogre colonisateur. Pour les moudjahidine de la Fédération de France du FLN, il est question de la bataille de Paris et nullement de la bataille d'Alger version Papon. L'Histoire révélera un jour, peut-être, que les manifestations du 17 Octobre 1961 dans la capitale française, venues après celles du 11 Décembre 1960, ont été un tournant décisif dans le processus des négociations avec le gouvernement de Gaulle pour l'aboutissement de la principale revendication de Novembre 1954 : l'autodétermination aux Algériens. «C'est la première fois dans l'Histoire des peuples en lutte pour leur indépendance que le colonisé porte la guerre sur le sol du colonisateur. La bataille des Algériens à Paris est une bataille de Dien Bien Phu politique.» Ghafir Mohamed n'a pas manqué de citer le commentaire du fameux général Giap sur les événements d'octobre à Paris pour mettre en exergue l'ampleur du front ouvert par les patriotes de la Fédération de France.

Ce 48^e anniversaire du 17 octobre 1961 est une halte nécessaire pour les Algériens. D'aucuns pensent qu'il est inutile d'accomplir un rituel comme l'affectionne le régime en place, mais de faire parler plutôt les témoins pour dire aux jeunes que l'indépendance de l'Algérie a été chèrement payée par les patriotes, les vrais.

Dans le même ordre d'idées, il faut contourner le cloisonnement mis en place sur la Révolution de Novembre pour mettre à la lumière du jour tous les faits, bons ou mauvais —les Algériens ont de quoi s'enorgueillir légitimement et sans fanfaronnade — notamment la contribution et les sacrifices consentis par la communauté nationale établie en France. Cette contribution et les sacrifices qui en découlèrent ont été d'une importance essentielle pour la victoire finale. Ce fait est occulté par ceux qui n'ont ni de bilan à faire encore moins un fait d'arme à accoler à leur médaille imméritée qui leur sert d'argument politique pour légitimer leur pouvoir répressif et rentier. Ceux-là mêmes qui ont vainement tenté d'effacer de la mémoire nationale l'apport des militants de la Fédération de France à la Révolution de Novembre.

Pour ce faire, Ghafir Mohamed dit Moh Clichy est un témoin de cette épopée qui est synonyme de courage pour le recouvrement de la dignité piétinée du peuple algérien. L'ancien chef de la superzone (Rive gauche de Paris) (voir article le concernant) est un témoin durant les préparatifs et le déroulement des manifestations de cette journée mémorable. Il nous a listé un certain

nombre de faits marquants de cette période tragique. Il reste marqué particulièrement par les atrocités auxquelles se sont livrés, en toute liberté, les policiers parisiens. Il a également fait allusion aux retombées politiques de cette action.

Le contexte

A la lecture du récit de M. Ghafir, l'observateur ne manquera pas de noter quelques indices sur la situation politique d'avant la date du 17 octobre 1961. Ce qui permet de situer l'importance des événements décidés et contrôlés par la direction du FLN et concrétisés par la Fédération de France du Front. Au début de l'année 1961, dans les deux camps adverses, la situation était difficile. Le général de Gaulle a été appelé en urgence pour contrecarrer le complot d'Alger et sauver la IV^e République vacillante. Dans le camp adverse, le binôme FLN/ALN subit des pressions terribles, notamment à l'intérieur où les wilayas combattantes manquaient d'armement. Le FLN se positionne en seul interlocuteur du gouvernement français que préside le général de Gaulle. Ce dernier fait face aux partisans de l'Algérie française. Dès lors le FLN augmente les pressions pour ramener le Général à la table des négociations. «Le Comité de coordination et d'exécution (CCE) décide à partir du Caire de transporter la guerre dans le territoire français pour la libération de l'Algérie», dira Ghafir.

Il précise en outre qu'«en juillet 1958, la Fédération de France du FLN créa l'Organisation spéciale (OS), en gardant le schéma de celle initiée par le PPA. Elle est constituée de Fidaines volontaires, de commandos formés en Allemagne et au Maroc pour des opérations paramilitaires sur tout le territoire français, ciblant uniquement des objectifs militaires, policiers et économiques. Le 25 août 1958 à zéro heure le deuxième front armé est engagé sur l'ensemble du territoire français». La 7^e Wilaya est née.

Cette organisation a, en outre, à son actif plusieurs opérations, notamment l'attaque de la raffinerie de pétrole de Mouripiane, attaque qualifiée par le journal *Le Provençal* de catastrophe nationale. La même organisation (l'OS) a mené en plein centre de Paris une action contre Soustelle, alors ministre de l'Information.

Le livre de Ali Haroun énumère ces actions. Il reste cependant à ce jour censuré paradoxalement par le pouvoir algérien. Réagissent à ce harcèlement des Fidaines de la Fédération de France, l'Etat français, par le biais de Papon, préfet de Paris, décrète un couvre-feu qualifié de raciste, contre les musulmans algériens et tous les hommes et femmes ayant le teint basané. Le FLN en situation d'offensive en France est sommé de riposter, surtout au plan politique.

La manifestation

«La Fédération décide d'organiser un boycott du couvre-feu en changeant de stratégie afin de renverser l'opinion publique française. Alors que les actions armées s'inscrivaient dans une logique de clandestinité et de guerre, le boycott du couvre-feu doit prendre la forme d'une manifestation pacifique de masse au grand jour», explique l'ancien chef de l'AMALA (superzone) de la DDF. Selon lui le Comité fédéral a donné des consignes pour que la manifestation se déroule en trois phases. Le premier jour — le samedi 14 octobre, au plus tard le mardi 17 octobre — les responsables du FLN ont demandé à tous les Algériens et Algériennes de Paris et de sa banlieue de tout âge de sortir.

Par mesure de sécurité les cadres recherchés ont été dispensés de présence aux côtés des manifestants. Les organisateurs ont prévu des arrestations. Des consignes ont été données aux femmes de sortir dans la rue pour scander les slogans «A bas le couvre-feu raciste !», «Libération de nos époux et de nos enfants !», «Négociez avec le GPRA !», «Indépendance totale de l'Algérie !» L'extension des manifestations à tout le territoire français et une grève générale sont les deux autres étapes. Pour notre narrateur, les 12 000 arrestations sont une indication de la marée humaine qui a adhéré aux consignes du FLN. Incontestablement la Fédération de France du FLN a remporté une victoire politique majeure dans le déroulement de la bataille de Paris.

Crime d'Etat

Malheureusement le succès de la manifestation eut un coût très élevé pour l'immigration. En effet, dans son rapport daté du mois de juillet et adressé à ses responsables, dont une partie a été reprise par l'écrivain Jean-Luc Einaudi dans son livre *Un massacre à Paris*, Ghafir Mohamed constatait que «la répression a été intense sur l'ensemble de la Zone ces dernières semaines. Les XV^e et V^e arrondissements, en particulier, ont été les plus touchés par les fouilles et les perquisitions multipliées jour et nuit. Cette

répression est dirigée souvent par des traîtres, des harkis, particulièrement dans les quartiers des deux régions citées.» «Mais pour nous le déplacement des harkis n'a changé en rien leurs activités qui a été au contraire intensifiée et étendue sur l'ensemble de Paris et de sa banlieue...» «Mais ces plaintes, comme des centaines d'autres déjà faites, n'ont aucune suite car voilà plus d'un déjà que les harkis séquestrent, torturent et assassinent en toute tranquillité dans les caves parisiennes sous les yeux de M. Patin et de la Commission de sauvegarde.» «Une réaction unanime est constatée chez les militants, c'est celle de reprendre les actions contre la police et principalement les harkis, du moins pour se défendre légitimement.»

«Nous savons que l'ordre donné par notre gouvernement d'arrêter les opérations offensives en France a une signification politique vis-à-vis de l'opinion françaises et internationale.» Dans son autre livre intitulé *La bataille de Paris*, J. L. Einaudi cite, en annexe, la lettre rendue publique le 31 octobre 1961 par des policiers républicains. Ils dénonçaient les atrocités commises par leurs collègues et les miliciens de Papon. «Dans le 18^e, des membres de Brigades spéciales du 3^e district se sont livrés à d'horribles tortures. Des Algériens ont été aspergés d'essence et brûlés «par morceaux». Pendant qu'une partie du corps se consumait, les vandales en arrosaient une autre et l'incendiaient. Ces quelques faits indiscutables ne sont qu'une partie de ce qui s'est passé ces derniers jours, de ce qui se passe encore.»

M. Ghafi estime le nombre d'arrestations à 12 000 personnes. «Des centaines de cadavres de manifestants abattus par balles jonchent les grands boulevards. Des centaines de personnes ont été jetées dans la Seine», écrit-il dans son témoignage.

«On a dénombré 327 noyés, d'après les chiffres déclarés par Mourad Oussedik, membre du collectif des avocats du FLN. Ces assertions se basent sur les rapports médico-légaux. Ils ont été, en outre, confirmés par les recherches de l'historien J.L Einaudi.»



Photo : DR

Pour cet acteur des événements, il ne fait aucun doute qu'un crime d'Etat a été commis le 17 octobre 1961 contre une population désarmée. Ce forfait a été perpétré par la police et les miliciens avec l'assentiment du gouvernement français

Les réactions

En plus du succès politique incontestable engrangé par le FLN et le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) naissant, la bataille menée par la 7^e wilaya a été sans doute un moment crucial pour mettre les humanistes, les révolutionnaires, les démocrates et certains hommes de la gauche française pour se démarquer de la négation humaine infligée aux Algériens — les indigènes que nous étions, étaient dépourvus de la citoyenneté françaises.

Devant la férocité de la répression qui a ébranlé la conscience occidentale, la réaction a été à la mesure des atrocités commises par la police française. Et c'est dans cette réaction que réside justement la victoire du FLN.

Moh Clichy énumère quelques unes de l'époque. Il rappelle que : «le 24 octobre Youcef Benkhedda, président du GPRA déclarait : aux yeux du monde entier ces tragiques événements de Paris montrent une fois de plus le génocide perpétré par le colonialisme français contre le peuple algérien. Le couvre-feu raciste a été brisé par nos militantes et militants pour la seconde fois à Paris. Cette ville revêt aujourd'hui l'aspect d'une ville en état

de guerre.» Il rappelle par ailleurs la position courageuse de policiers qui ont dénoncé ces exactions. «Ce qui s'est passé le 17 octobre 1961 et les jours suivants contre les manifestants pacifiques, sur lesquels aucune arme n'a été trouvée, nous fait un devoir d'apporter notre témoignage et d'alerter l'opinion publique. Nous ne pouvons taire plus longtemps notre réprobation devant les actes odieux qui risquent de devenir monnaie courante et rejaillir sur l'honneur du corps de la police tout entier», écrivaient un groupe de policiers républicains.

La lettre en question a été reprise par Einaudi dans son second livre *La Bataille de Paris*.

«Dix jours après le 17 octobre, les 28 et 29 octobre 1961, contacts secrets à BALE (Suisse) entre les représentants du GPRA et le Gouvernement français, représentés respectivement par Messieurs : Rédha Malek et Mohamed Seddik Ben Yahia, Claude Chaillet et Bruno Deleusse», rappelle Moh Clichy. Faisant une observation sur les sentiments liés à ce qu'il a vécu, il écrit : «De tout temps, les Algériens ont connu une succession de mises en état de résistance. Des rendez-vous que l'Histoire nous a fixés. Par défi et par continuité, nous avons su à chaque fois y répondre par une abnégation résolue et avons toujours essayé de nous hisser à la hauteur de notre destin.» Que reste dans notre pays martyrisé de cet esprit et de l'héritage légué par le FLN de 1954 ?

Abachi L.

BEDAR FATIMA, ASSASSINÉE À 15 ANS PAR LA MILICE DE PAPON

Chahida à la fleur de l'âge

Fatima n'avait que 15 ans, l'âge des rêves et de l'insouciance. Elle aurait pu en rester là. Que non ! Elle a refusé de grandir pour ne pas porter le fardeau de l'indignité. Elle s'est révoltée. D'abord contre sa mère qui lui avait interdit de sortir dehors.

Sa maman lui avait intimé l'ordre de garder son jeune frère pour qu'elle-même puisse rejoindre les femmes sorties manifester sur le pavé de Paris contre l'injustice.

Les combats et souffrances des Algériens en France ont forgé chez cette adolescente née le 5 août 1946 à Béjaïa un sentiment de rébellion. A la fleur de l'âge, elle prend sa liberté pour aller au matin du 17 Octobre 1961 rejoindre au grand dépit de sa maman la manifestation et crier sa colère contre le coloni-

sateur français. Elle est victime de la férocité des policiers parisiens et de la milice de Papon, le collabo de la Gestapo.

Les milices du criminel de guerre l'ont jetée dans la Seine. Son corps a été retrouvé le 31 octobre par des ouvriers dans un canal de la ville parisienne. Il se disait à l'époque que les policiers du commissariat Stains dépendant de Saint-Denis avaient pour habitude de faire des descentes pour casser du musulman et de jeter des



Photo : DR

Algériens dans le canal et dans le fleuve.

Bedar Fatima avait rejoint, en 1951, en compagnie de sa maman, ses frères et sœurs le papa ouvrier à Gaz de

France. Aînée de la famille, elle était, au moment de son assassinat, élève au collège commercial et industriel féminin de Stains. Et dire que le papa de Fatima s'est battu pour la libération de la France ! Après avoir été capturé par les allemands, il s'évade des geôles des nazis pour rejoindre les troupes qui ont participé à la bataille de l'Italie. Il ne sera démobilisé qu'en 1945.

Lui rendant hommage, l'Organisation nationale des Moudjahiddine lui dédie cette déclaration : «Ton suprême sacrifice qui est exemplaire doit demeurer éternellement le souvenir vivant dans la mémoire du peuple et particulièrement de la jeunesse d'aujourd'hui.»

A. L.